

## Cinq nouvelles trésoreries menacées de fermeture dans les Pyrénées-Atlantiques



Par **Jean-Marc Faure**, publié le 16 mai 2018 à 7h31.

### **Bedous, Monein, Tardets, Hendaye et Saint-Jean-Pied-de-Port risquent de perdre leurs trésoreries en 2019. Une évolution vécue comme un nouveau recul des services publics.**

L'administration des finances publiques qui a fermé cinq trésoreries en 2017 dans notre département se prépare à doubler la mise en 2018. Cette restructuration, qui va éloigner physiquement les services publics des territoires, inquiète les maires. Elle se double d'une réorganisation des services de l'impôt, qui risque de laisser démunis de nombreux contribuables en mal de conseils.

#### **10 trésoreries en deux ans**

L'annonce a été faite le 2 mai dernier aux syndicats des finances publiques du département. Marie-Josée Guichandut, nouvelle directrice départementale, a dévoilé son projet de restructuration

(« Adaptation des structures et du réseau ») pour 2019, qu'elle a fait remonter au siège de son ministère à Bercy (1).

« Ces opérations visent à **maintenir la qualité de service** pour les missions assurées par la DGFIP en optimisant et modernisant le fonctionnement des différentes structures », a-t-elle justifié dans un récent courrier aux maires.

Après les disparitions des trésoreries de Garlin, Thèze, Salies-de-Béarn, Navarrenx et Ustaritz actées en 2017, le projet qui devra être finalisé fin 2018 prévoit la disparition de celles de Bedous, Monein, Tardets, Saint-Jean-Pied-de-Port (ou Saint-Etienne-de-Baïgorry) et Hendaye. **La restructuration englobe également les transferts des services des impôts aux particuliers (SIP) de Morlàas, Nay et Saint-Jean-de-Luz.**

### Éloignement du service public

Ce projet est loin de satisfaire les agents de la Direction départementale des finances publiques (DDFIP). « **Nous sommes opposés à ces restructurations qui laissent de côté des pans entiers de populations fragilisées.** Cela creuse les inégalités de services sur le territoire », réagit Jean Bernet, secrétaire du syndicat Force ouvrière (FO) Finances publiques.

Il précise qu'une partie des contribuables n'a ni ordinateur ni liaison internet et que, quoi qu'il en soit, la matière fiscale n'est pas une matière aisée à traiter et qu'il n'est pas inutile d'avoir en face de soi un « agent humain ». « Internet est la caution pour supprimer de façon dogmatique des emplois dans la fonction publique », ajoute ce dernier. Il signale encore que sur 1 650 postes supprimés dans la fonction publique d'État en 2018, 1 600 (97 %) concernent son administration.

### Recul de l'accueil pour l'impôt

La fermeture des trésoreries qui impacte les services municipaux s'accompagnera d'**une diminution de l'accueil des contribuables**, comme l'affirme Eric Manry, secrétaire du syndicat CGT : « Les trésoreries n'assureront plus l'accueil fiscal de proximité. Demain, par exemple, les contribuables d'Hendaye devront se rendre à Biarritz pour obtenir les informations recherchées. »

Le cégétiste voit dans cette évolution une intention délibérée de la hiérarchie : « On nous dit que l'on reçoit trop bien les gens et qu'il faut désintoxiquer les contribuables de l'accueil... » Il leur restera à appeler la plate-forme dédiée (numéro payant) ou à se tourner vers d'autres opérateurs. « La Poste propose déjà pour 39 euros une aide à la télédéclaration. Là où l'on recule, le service privé et marchand arrive », note Eric Manry.

### Les syndicats mobilisés

Mobilisée **dès le 3 mai pour une « journée morte aux finances publiques »**, l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, CFDT) ne relâche pas la pression.

Depuis lundi, ses militants distribuent des tracts dans les files d'attente des contribuables devant les centres des impôts, expliquant les conséquences des suppressions de postes. « Nous revendiquons un service public et gratuit pour les contribuables. Nous poursuivrons notre action tous les jours jusqu'au 22 mai », annonce Michel Dussau, co-secrétaire du syndicat Solidaires Finances.

Ce jour-là, ils seront dans la rue avec leurs collègues de l'ensemble de la fonction publique.

(1) Sollicitée par nos soins, Mme Guichandut nous a fait savoir qu'elle ne souhaitait pas communiquer sur le sujet.



---

## LES MAIRES « VENT DEBOUT » CONTRE LES PROJETS DE FERMETURES

---

► **Arnaud Villeneuve (Tardets), Henri Bellegarde (Bedous), Yves Salanave-Péhé (Monein) et Alain Sanz, président départemental des maires, réagissent.**

« C'est dramatique. Cela va être une cascade de moments de galère », réagit le maire Arnaud Villeneuve à l'annonce de la fermeture programmée de la trésorerie de Tardets. « **Cela fait plus d'un an que j'essaie de joindre leurs services pour m'étonner que les bureaux soient fermés un jour sur deux** », fulmine l' élu qui regrette le prochain départ d'un fonctionnaire d'État, précieux pour conseiller les 16 maires de son ancien canton.

Son collègue de Bedous, Henri Bellegarde, destinataire le 4 mai dernier du courrier lui annonçant le projet de fermeture de la trésorerie de la vallée d'Aspe, est sur le même registre : « Pour moi, c'est un mauvais coup. C'est brutal. **L'État abandonne la vallée.** Cela ne va pas dans le bon sens, alors qu'on se démène pour garder des activités. » Dès lundi soir, il a réuni en urgence les élus de la vallée. La trésorerie construite par la communauté de communes n'est même pas amortie. Ils comptent constituer une délégation des élus concernés du département pour rencontrer la directrice départementale des finances publiques.

► « **Projet stupide et malsain** »

Le maire de Monein, Yves Salanave-Péhé, ne sera pas rentré à temps pour y participer. Actuellement en vacances sur les hauts plateaux du Vietnam, il compte bien s'inspirer de ces lieux « où l'on sait ce que le mot résistance signifie ». « **Je suis très déterminé à empêcher ce projet**

**stupide et malsain** », indique-t-il depuis l'Asie. « Je prévois du lourd », annonce le Moneinchon.

Le président de l'association départementale des maires, Alain Sanz, qui déplore cette nouvelle désertion de l'État des campagnes, a bien peur que cela ne suffise pas à infléchir les projets de l'administration : « **La directrice est arrivée avec une feuille de route et elle l'applique.** »

### **Fusions de trésoreries et transferts de mission**

**Les propositions de la Direction départementale des finances publiques remontées à Bercy ne sont pas définitives et feront l'objet de discussions avec les élus.** Elles concernent les fusions des trésoreries de Saint-Jean-Pied-de-Port et de Saint-Etienne-de-Baïgorry (l'une ou l'autre sera fermée), de Tardets et de Mauléon (fermeture de Tardets). La fermeture de celle de Bedous se traduira par le transfert des activités à Oloron.

La fermeture de la trésorerie de Monein s'accompagnera du transfert de la partie communale vers la trésorerie du bassin de Lacq (Mourenx) et de la partie impôts à Oloron. La fusion des trésoreries d'Hendaye (fermeture) et de Saint-Jean-de-Luz déplacera la gestion de la partie communale à Saint-Jean-de-Luz et s'accompagnera du transfert de la partie impôts des deux sites vers Biarritz.

**Le recouvrement de l'impôt de Morlaàs et Nay sera transféré à Pau.** À noter encore le transfert de l'activité hospitalière d'Oloron et de Mauléon vers la trésorerie du centre hospitalier spécialisé de Pau.